

Préface

À L'INSTAR D'AUTRES PANS DE LA VIE COLONIALE, l'histoire de la franc-maçonnerie cubaine appelle une importante reconsidération afin de l'instruire à nouveaux frais. L'apport documentaire des archives provenant du fonds soviétique, restitué en 2000 au Grand Orient de France et que Dominique Soucy présente et édite, est en ce sens une contribution fondamentale. Nous avons là un ensemble de documents exceptionnel non pas tant en termes de quantité que de richesse informative sur les spécificités de la franc-maçonnerie dans l'île ainsi que sur les relations que ses membres entretenaient avec leurs frères d'Espagne, de France et des États-Unis.

L'organisation de la franc-maçonnerie à Cuba n'avait pas pour but de cautionner puis de seconder les aspirations d'une partie des élites qui étaient en faveur de l'indépendance de l'île. On aurait eu alors affaire à une histoire de construction nationale simple et prévisible, mais cela n'est résolument pas le cas. C'est ce que l'on observe dès les premières décennies du XIX^e siècle, au moment où l'organisation des francs-maçons cubains s'apparente davantage à celle de leurs frères des États-Unis que d'Espagne, où la répression politique exercée sous le règne de Ferdinand VII rendait leurs activités difficiles. Peut-être est-ce pour cette raison, dans la mesure où la Fraternité cubaine ne fut jamais inféodée à celle de la métropole, qu'elle ne connut pas avec elle de conflits significatifs. Il s'agissait d'une indépendance face à une métropole affaiblie par la perte de ses colonies du continent américain, et qui pourtant ne semblait pas prendre en considération l'enjeu des revendications des factions en présence dans la Grande Antille. Toutefois, la vie politique cubaine ne peut être comprise comme une marche inexorable vers l'indépendance. Une telle lecture rétrospective des projets nationaux de la fin du XIX^e siècle, érigée en dogme par l'interprétation qu'en fera le régime instauré par la révolution de 1959, occulte une réalité beaucoup plus fragmentée dans le temps et conditionnée par des ajustements très complexes entre les élites insulaires et la politique métropolitaine.

Au début du XIX^e siècle, l'horizon politique cubain oscilla entre l'hypothèse d'une libération «bolivarienne» ou haïtienne, au sens littéral, et une véritable autonomie arrachée aux libéraux espagnols. Ces deux possibilités étaient rendues particulièrement patentes par la politique menée dans la Caraïbe hispanique entre 1820 et 1823. Une troisième possibilité, liée à l'abandon du continent et au repli de nombreux Espagnols vers Cuba, s'imposa enfin et se traduisit par la militarisation de l'île et la définition progressive d'un pacte entre les autorités espagnoles et les grands planteurs sucriers, qui avaient un besoin urgent de protection militaire et d'esclaves venus d'Afrique. Tel était le prix de la prospérité, extraordinaire mais reposant sur l'importation de bras africains, alors que ce commerce si singulier avait déjà été condamné par la grande puissance de l'époque, l'empire britannique. Cette protection des intérêts insulaires se justifiait par l'éventualité d'une alliance entre «haïtiens» et esclaves ou libres de couleur à Cuba, à laquelle s'ajoutaient les pressions exercées par le mouvement abolitionniste britannique. C'est entre le risque d'une convulsion et d'une indépendance à l'haïtienne, et un arrangement négocié au sein des institutions d'un empire sur le déclin, mais qui prolongeait avec entêtement son agonie, que les contours de la politique cubaine se forgèrent jusqu'au tournant du siècle, sur fond de constants malentendus. Tel fut le théâtre des sinistres épisodes qui marquèrent l'histoire cubaine comme ladite Conspiration de la Escalera de 1844, montée de toutes pièces afin de lancer une impitoyable répression contre des libres de couleur et des esclaves. Signalons aussi la détermination à écraser les velléités annexionnistes, à savoir la prétention de Narciso López et de ses collaborateurs de voir Cuba intégrée aux États-Unis, et qui ne servit finalement qu'à redonner vigueur à une alternative pourtant ancienne : la réforme interne, puis celle du lien avec la métropole, portée par les réformistes des années 1860 et les libéraux autonomistes des années 1880-1890, et la lutte armée, qui devait mener à l'indépendance en donnant tout leur sens aux trente dernières années de souveraineté espagnole dans l'île.

Sur cette toile de fond se détache l'histoire de la Fraternité que nous invite à comprendre Dominique Soucy, chez qui les origines québécoises, c'est-à-dire impériales, ne sont sans doute pas étrangères à la bonne intelligence des plus fines nuances, car en effet «indépendance» et «autonomisme» sont les options à partir desquelles on pensera l'avenir politique

de l'île. L'histoire qu'il nous est maintenant loisible de reconstruire avec une bien meilleure capacité d'approche est intéressante et ce pour diverses raisons. La première renvoie à la longue évolution de la franc-maçonnerie à Cuba et à sa singulière adaptation à la réalité insulaire. Si, dans les grandes lignes, son histoire compte un avant et un après 1870-1880, c'est-à-dire lorsqu'elle acquiert un poids et une solidité institutionnelle qui jusqu'alors lui manquaient, son origine lointaine est à chercher dans l'arrivée des émigrants français venus des îles voisines, en particulier de Saint-Domingue, où les esclaves s'étaient eux-mêmes libérés pendant le cataclysme de l'été 1791. Dès lors, le déplacement d'esclaves, d'émancipés, de planteurs et de commerçants français vers la partie orientale de Cuba fut continu, ce qui explique l'influence française dans l'origine de la franc-maçonnerie insulaire. Quatre loges furent alors fondées, deux à Santiago et deux à La Havane, mais l'invasion napoléonienne de la péninsule et la répression qui s'était ensuivie contre les Français dans l'île entraînèrent l'émigration de nombreux réfugiés aux États-Unis. Malgré cela, les rites écossais et de York, respectivement d'origine européenne et américaine, furent tout de même fondés à Cuba en 1818 et 1820. Dans ces premières loges on retrouvait autant de créoles que d'Espagnols péninsulaires, et il est très difficile d'y déceler des divergences idéologiques ou d'origine significatives, dans la mesure où tous subissaient le poids de la répression absolutiste propre à la Décennie Abominable de 1823-1833.

Sur ce terreau initial vint plus tard se greffer une double influence extérieure, celle du Grand Orient de France, dont le rayonnement mondial reposait tant sur son prestige institutionnel que sur celui de la France du XIX^e siècle, et celle des frères étasuniens qui, dans le cadre des relations privilégiées que la riche colonie espagnole entretenait avec la république voisine, s'assuraient une prépondérance inévitable. Si on ajoute à cela les liens noués avec la France et la faiblesse de la franc-maçonnerie métropolitaine, on comprend comment l'influence étrangère exercée sur la Fraternité cubaine constitua un élément essentiel de son histoire, de la même façon que le fut l'origine de la confusion, déjà mentionnée, entre son indépendance institutionnelle et ses véritables buts, ce qui représente un point crucial. En effet, si le développement de la franc-maçonnerie ne semble pas pouvoir être interprété comme une lecture souterraine des tensions politiques dans la colonie, il n'en est pas moins vrai qu'elle accéda très tôt

à une indépendance, véritable et effective, qui ne conduisit pourtant pas à l'isolement, ce que le Grand Maître O'Reilly ne manqua pas de souligner. À la lumière des documents présentés et analysés ici par l'auteur, nous pouvons ainsi apprécier de quelle façon la franc-maçonnerie insulaire afficha cette audacieuse indépendance face à toute ingérence extérieure, déjà en 1821 et jusqu'aux dernières heures de la colonie. Et les francs-maçons cubains allèrent encore plus loin, car ils savaient qu'établir des relations avec plusieurs puissances maçonniques dans le monde contribuait à garantir leur liberté, en particulier face aux tentatives de mise sous tutelle orchestrées depuis la métropole. Cette aspiration à l'indépendance explique qu'ils aient pu accepter dans leurs loges à la fois des Cubains et des péninsulaires ou des étrangers, ce qui n'excluait pas la participation de certains d'entre eux aux luttes politiques de leur époque pour défendre soit la loyauté inconditionnelle, soit le réformisme colonial, l'annexionnisme, l'autonomisme ou encore l'indépendantisme, sans que cela compromette la bonne marche des ateliers. Ainsi leur fonctionnement ne se voyait pas entravé par des mesures répressives qui auraient pu être jugées légitimes si, en tant que francs-maçons, ils ne s'étaient maintenus, contre vents et marées, en marge des questions politiques.

Dans ce contexte, et en réponse aux demandes de soutien et de protection qu'il recevait de Cuba, le Grand Orient de France opposait une prudente réserve, ligne de conduite compréhensible si l'on prend plusieurs facteurs en considération. En premier lieu, rappelons que la franc-maçonnerie française représentait un acteur de poids dans la France des années 1830-1850. Comme l'établit l'auteur à partir des fonds aujourd'hui récupérés, le Grand Orient de France se montrait fort circonspect lorsqu'il était question de s'immiscer dans les affaires de ses collègues espagnols. D'autres motifs incitaient toutefois la franc-maçonnerie française à résister aux chants des sirènes qui lui arrivaient. En effet, la France possédait, comme l'Espagne, des territoires dans les Antilles, dont la Martinique et la Guadeloupe étaient les plus importants. Dans ce cas, la tutelle exercée par le Grand Orient de France prenait tout son sens dans la mesure où ces îles à sucre participaient de l'espace de la nation, chose que la franc-maçonnerie espagnole n'avait pas pu ni su mettre en place dans son propre territoire. À la fin des années 1850, la dispersion des forces maçonniques cubaines et la lutte entre différentes personnalités étaient induites par

la pluralité des contacts entretenus avec Barcelone, la Nouvelle-Orléans, Charleston ou Paris, sans pour cela que la franc-maçonnerie cubaine en perde sa propre dynamique. Cette indépendance inspirait parfois la méfiance, comme ce fut le cas chez les étasuniens, quand ils apprirent que les frères cubains étaient prêts à accepter des Noirs dans leurs loges, car eux-mêmes n'envisageaient pas de franchir une telle frontière. Une conclusion s'impose finalement : en dépit de ce que certains prétendaient, personne n'avait assez de pouvoir pour contraindre l'ensemble de la maçonnerie cubaine à se rallier à une obédience spécifique.

De ce fait, la fondation du Grand Orient de Cuba et des Antilles en 1862 a pu être interprétée, par un certain courant historiographique, comme une volonté d'indépendance au sens politique, un jalon supplémentaire dans le processus de formation nationale. Institutionnellement, la franc-maçonnerie ne s'était pas associée aux factions qui avaient lutté depuis Cuba, à partir des années soixante, pour la séparation du destin de l'île de celui de sa faible et intraitable métropole, car tel n'était pas son projet. Assumant la distinction entre l'affiliation maçonnique et les engagements politiques de ses membres, la franc-maçonnerie – c'est-à-dire les francs-maçons –, opta le plus souvent pour des positions qui ne remettaient pas en cause le lien avec l'Espagne, qui n'en appelaient donc pas à des projets révolutionnaires, pour lesquels, en général, elle montrait peu de sympathie. C'est ce que l'on apprend des débats qui eurent lieu entre des figures maçonniques de premier plan, minutieusement restitués par Dominique Soucy, même lorsque l'éclairage historique reste faible. C'est le cas de certains acteurs emblématiques qui dominèrent la franc-maçonnerie havanaise entre 1860 et 1880, tels qu'Aurelio Almeida ou encore Vicente Antonio de Castro, parent du dirigeant annexionniste déjà cité Narciso Lopez. À l'époque de la Restauration, et surtout après la fin de la Guerre des Dix Ans (1868-1878), cette option qui penchait alors vers l'autonomisme libéral, prit forme au moment même où quelques-uns des principaux dirigeants de la franc-maçonnerie en Espagne, et en premier lieu Práxedes Mateo Sagasta, s'imposaient à la fois comme des réformistes notoires et des politiques dotés de pouvoirs décisionnaires. Par ailleurs, la franc-maçonnerie cubaine intégrait alors en son sein des personnes engagées dans la réforme autonomiste, voire dans la pure et simple insurrection, sans compter tous ceux qui présentaient un profil

politique plus discret. De toute façon, les problèmes qu'ils rencontraient étaient autres et relevaient de l'organisation interne, à savoir de la rivalité qui opposait la Grande Loge de Colón de Santiago (et celle de La Havane) à la Grande Loge de l'île de Cuba à La Havane, laquelle finit par asseoir son autorité, en partie grâce au contrôle qu'elle exerçait sur les relations internationales de la franc-maçonnerie cubaine.

Sur l'ensemble de ces questions, le lecteur trouvera d'abondantes informations dans la présentation que propose l'auteur des documents sauvés avec bonheur de l'oubli. Le départ entre la pratique politique et la capacité de maintenir une indépendance face à la franc-maçonnerie espagnole, et ce jusqu'à la disparition du lien colonial, ne signifie pas que la contribution maçonnique à l'évolution de Cuba à la fin du XIX^e siècle ait été négligeable. L'apport a été capital du point de vue social, comme il le fut aussi, mais avec un plus grand enjeu politique, aux Philippines, la plus oubliée des trois dernières colonies espagnoles où le poids des ordres religieux fut accablant jusqu'à la fin de la domination coloniale. Deux générations de l'élite cubaine, créole ou péninsulaire, se rencontrèrent dans un lieu de sociabilité propre aux sociétés civiles libérales anglo-américaine, française et espagnole. Au sein de leurs loges ils trouvèrent un espace de concorde et d'éducation, prônant les principes de fraternité et de libéralisme, de déisme et de laïcité, d'amour pour la science, de vertu et d'humanité, autant de valeurs qu'ils purent cultiver et partager, en marge de l'orthodoxie catholique et du conservatisme le plus extrême.

Josep M Fradera
 Professeur d'Histoire Contemporaine
 Universitat Pompeu Fabra, Barcelona